

La "voie tchécoslovaque vers le socialisme" 1945-1948

Madame Muriel Blaive

Citer ce document / Cite this document :

Blaive Muriel. La "voie tchécoslovaque vers le socialisme" 1945-1948. In: Matériaux pour l'histoire de notre temps, n°59, 2000. Les Tchèques au XXe siècle. pp. 26-32;

doi : <https://doi.org/10.3406/mat.2000.403227>

https://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_2000_num_59_1_403227

Fichier pdf généré le 30/03/2018

La « voie tchécoslovaque vers le socialisme » 1945-1948

1. George F. Kennan, *From Prague after Munich*, Princeton : Princeton university press, 1968, p. 7. Il s'agit d'une lettre privée, datée du 8 décembre 1938.

2. Pour une description détaillée des débuts du protectorat et des réactions de la population tchèque, voir Sheila Grant Duff, *A german Protectorate*, London : Macmillan, 1942, 296 p., index.

3. Voir Gotthold Rhode, « Le protectorat de Bohême et de Moravie », in Victor S. Mamatey, Radomír Luža, *La République tchécoslovaque 1918-1948*, Paris, Librairie du Regard, 1987, p. 296.

4. Son objectif aurait été de miner la stabilité interne du pays jusqu'à le rendre « *mûr pour la liquidation* ». Voir B. Bilek, *Fifth Column at Work*, London, Trinity Press, 1945, p. 21 (ce célèbre discours du 4 mars 1941 a été transcrit, par exemple, dans le *Mährische-Schlesische Landeszeitung* du 4 mars 1941).

5. *Idem*, p. 21.

6. Voir à ce sujet l'excellente analyse de la politiste britannique Elizabeth Wiskemann, *Czechs and Germans*, London, Oxford University Press, 1938, p. 190-194.

7. Voir Edvard Beneš, *Paměti (Mémoires)*, Praha, Orbis, 1947, p. 69.

8. Voir par exemple Jacques Rupnik, *Histoire du parti communiste tchécoslovaque*, Paris, Presses de la FNSP, 1981 : p. 148. Selon lui, le président Beneš aurait offert d'intégrer la Tchécoslovaquie dans la sphère d'influence soviétique, notamment en proposant à Staline et à Molotov de ne rien entreprendre en politique étrangère sans leur approbation.

9. Cet accord aurait été préalablement communiqué par le biais de l'ambassadeur soviétique à Londres dès le 5 juin 1943. Voir Edvard Beneš, *Memoirs of Dr Eduard Benes*, London : George Allen & Unwin, 1954 : p. 222-223.

10. L'un des premiers exemples de la nouvelle politique du KSČ fut relevé par l'historien Ygael Gluckstein : aux premiers jours du retrait de l'armée allemande de Bohême, des signes de fraternisation auraient eu lieu entre les ouvriers communistes tchèques et allemands, avec même la création d'un journal bilingue, *Rudy prapor — Rote Fahne*. Or c'est Václav Nosek, le ministre communiste de l'Intérieur, qui en aurait presque tout de suite interdit la publication.

La période 1945-48 est sans aucun doute l'une des périodes les plus intéressantes à étudier de l'histoire contemporaine de l'Europe centrale. Le parti communiste tchécoslovaque (KSČ) donna au monde une leçon de propagande en réussissant à séduire la « majorité de la nation » et en marginalisant les forces démocratiques d'un pays des plus modernes et industrialisés.

Ce mode de conquête du pouvoir prit la forme d'une « voie spécifique vers le socialisme ». Celle-ci n'était pas l'apanage exclusif des communistes tchécoslovaques mais c'est dans leur pays qu'elle remporta le succès le plus net. Si la stratégie, bien définie, était la même pour tous, la tactique mise en œuvre en Tchécoslovaquie s'inscrivit particulièrement bien dans le contexte national. Les communistes parvinrent à utiliser à leur profit la notion d'intérêt national comme critère dominant. En politique étrangère, le « danger allemand » leur servit à imposer le rapprochement avec l'Union soviétique et ce rôle de protecteur naturel attribué au « grand frère slave » permit d'éclipser un débat sur l'aspect idéologique d'une alliance qui aurait pu sembler quelque peu aventureuse. En politique intérieure, les dirigeants communistes réussirent à intégrer le discours économique socialisant dans le discours national sous prétexte de lutte contre les « ennemis de la nation » : les « collaborateurs » et les « traîtres ».

La « question allemande »

En 1945, c'est sans conteste la « question allemande » qui primait dans le débat politique tchèque (tandis que la « question hongroise » occupait les Slovaques.) Au moins deux traumatismes de l'histoire récente pouvaient aisément servir à la mobilisation de l'imaginaire national : les accords de Munich (la trahison de l'Occident) et l'occupation par les troupes nazies (le danger allemand).

Le souvenir de la trahison de Munich, c'est-à-dire de la capitulation de la France et de l'Angleterre devant Hitler sur la question des Allemands des Sudètes, était en effet omniprésent. L'atmosphère régnant en Tchécoslovaquie après Munich fut décrite par un diplomate américain à Prague encore inconnu, George Kennan, comme « chaotique » et « catastrophique » ; l'amertume, le choc et le scepticisme lui semblaient dominer dans toutes les têtes tandis que tout pouvoir de cohésion semblait avoir disparu¹.

L'occupation allemande, longue de six ans, constituait le second traumatisme majeur². Le Protectorat de Bohême-Moravie impliqua une humiliation nationale considérable et les exactions com-

mises par les Allemands, tel le massacre des habitants du village de Lidice après l'assassinat du « Reichsprotektor » Heydrich, restèrent dans les mémoires³. Le Protectorat démontra d'autant plus aux yeux des Tchèques la prégnance du « danger allemand », que la trahison des Allemands des Sudètes s'était ajoutée à celle de la France et de la Grande-Bretagne. Konrad Henlein, le dirigeant du Sudetendeutsche Partei (SdP), déclara avoir reçu d'Adolf Hitler au milieu des années trente la « tâche politique de détruire la Tchécoslovaquie en tant que forteresse-cléf de l'alliance contre le Reich allemand »⁴. Pour ce faire, il avait œuvré à « transformer les trois millions et demi d'Allemands des Sudètes en trois millions et demi de nationaux-socialistes »⁵. Sa tâche avait été grandement facilitée par les conséquences économiques désastreuses de la crise de 1929, qui avait plongé une partie importante des habitants des Sudètes (une région très industrialisée) dans la misère⁶. Notons que la crise heurta également les Tchèques de plein fouet et ce choc attisa sans aucun doute leur disposition à accepter après-guerre un régime socialisant sur le plan économique.

Cette série de traumatismes eut une conséquence majeure : le président Beneš réorienta, à partir de son exil londonien, la politique étrangère de la Tchécoslovaquie dans un sens favorable aux Soviétiques (qui n'étaient pas présents en 1938 à Munich et qui ne s'étaient donc pas compromis à ses yeux⁷). Cette nouvelle alliance fut finalisée par un pacte d'« amitié » signé à Moscou le 12 décembre 1943⁸. A cette occasion, Staline confirma qu'il apportait son soutien aux revendications tchécoslovaques préconisant l'expulsion de la minorité allemande des Sudètes⁹.

Dans ce nouveau contexte, Staline ordonna aux communistes tchécoslovaques de modifier de façon radicale leur politique vis-à-vis des minorités et de prôner, justement, l'expulsion des Allemands des Sudètes¹⁰. Cette volte-face était, d'une certaine façon, inattendue car le KSČ, à l'instar du Komintern, s'était toujours présenté comme le défenseur des minorités nationales (de nombreux dirigeants du parti étaient d'ailleurs d'origine allemande, hongroise ou juive.) Mais cette nouvelle ligne idéologique allait lui permettre de récupérer puis d'incarner, voire de susciter, le nationalisme tchèque en jouant sur trois tableaux : le panslavisme, la transformation de la trahison « nationale » en trahison « idéologique et sociale » et la mise en avant de l'Union soviétique en tant que protecteur unique contre le péril allemand.

Tout d'abord, une politique panslave fut mise en œuvre dès 1945, tout au moins dans les discours. Gottwald, président et leader spirituel du KSČ, s'appliqua à la promouvoir en « repartant

sur de nouvelles bases » avec le gouvernement polonais, en entretenant les relations « *les plus amicales* » avec la Yougoslavie et en trouvant de « *nouvelles formes de rapports* » avec la Bulgarie. Il espérait également que l'appui de l'URSS serait suffisant sur le plan international pour lui permettre d'exclure la minorité hongroise de Slovaquie¹¹. Dans ce contexte panslave, un Etat uniquement tchéco-slovaque était en effet présenté par le KSČ comme un idéal à poursuivre.

Dans un deuxième temps, l'aspect « national » de la trahison des Allemands des Sudètes fut étendu à un aspect idéologique et social. Slánský, le secrétaire général du KSČ, souligna par exemple la concomitance de la structure de classe de l'Union soviétique avec sa victoire sur le nazisme : « *Les Soviétiques ont gagné parce qu'en Union soviétique il n'y avait pas de cinquième colonne, il n'y avait pas de Quisling ni de Pétain, il n'y avait pas de Henlein ni de Beran ; le gouvernement soviétique avait écrasé bien avant la guerre avec une main de fer tous ceux qui avaient voulu effectuer un travail de sape (les trotskystes)* »¹². En même temps, au-delà du facteur national, « l'acceptation de fait » du diktat de Munich par les dirigeants tchécoslovaques restés au pays, une « trahison », fut présentée comme leur volonté de préserver leurs intérêts « de classe ». Elle aurait donc justifié leur mise à l'écart du pouvoir en 1945¹³. Le glissement sémantique entre la « révolution nationale » et la « révolution démocratique » était ainsi établi ; lutter contre les collaborateurs revenait à lutter contre la « réaction » tchèque et slovaque¹⁴.

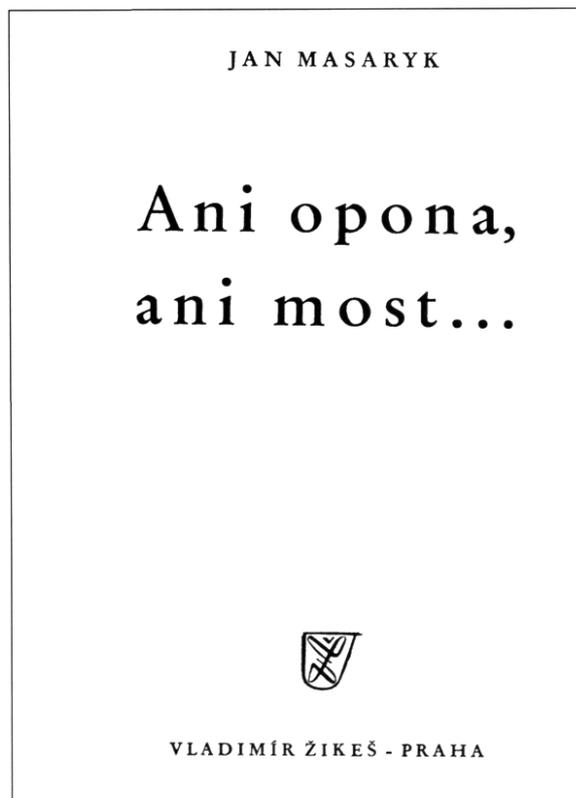
Enfin, l'Union soviétique fut présentée comme le protecteur naturel de la Tchécoslovaquie. Les communistes exploitèrent le fait que l'URSS n'avait pas été invitée à signer les accords de Munich¹⁵. Gottwald affirma que l'objectif premier du rapprochement de la Tchécoslovaquie avec son grand voisin et les autres nations slaves était la défense contre une éventuelle agression allemande, les liens culturels et économiques venant au second plan. Il ne souffla mot du communisme¹⁶. Il souligna également à de multiples occasions le rôle majeur de l'URSS dans l'acceptation internationale de l'expulsion des Allemands¹⁷. « *Pour que Munich ne se répète pas* » (grâce à l'URSS) fut d'ailleurs le thème le plus important de son grand discours préélectoral radiodiffusé de 1946¹⁸.

La transformation de la « révolution nationale » en une « révolution démocratique » permit également aux comités nationaux (contrôlés par les communistes), qui avaient pris la place de l'ancienne administration avec l'accord des démocrates, de redistribuer les biens des Allemands avec une générosité toute calculée¹⁹. Entre 1945 et 1947, les ex-régions sudètes se repeuplèrent de 1 460 000 migrants intérieurs qui bénéficièrent de nombreux avantages²⁰. En 1946, le vote communiste y fut d'ailleurs le plus important de tout le pays, avec un KSČ qui obtint parfois plus de 50 % des voix, par exemple 56,7 % à Ústí-nad-Labem (Aussig) et 52,2 % à Karlovy Vary (Karlsbad)²¹.

Ces trois aspects, panslavisme, « révolution sociale » et mise en avant de l'URSS comme protecteur contre l'Allemagne se révélèrent des facteurs de propagande redoutables. Le départ des

Illustration non autorisée à la diffusion

Caricature de Jan Masaryk par Adolf Hoffmeister



« Ni rideau, ni pont », écrivait J. Masaryk

Voir Ygael Gluckstein, *Les satellites européens de Staline*, Paris, les Îles d'Or, 1953, p. 194. Autre exemple : le 2 juin 1945, Paul Reiman, l'un des dirigeants historiques du parti, d'origine allemande, devenu Pavel Reiman, déclara : « *Il n'exista pas de mouvement allemand anti-fasciste en Tchécoslovaquie. Au meilleur des cas il y eut des disciples d'origine germanique qui, isolés de tout mouvement parmi leurs compatriotes, soutinrent le mouvement tchèque de libération nationale* ». Voir *idem*, 194. (Il s'agit de citations choisies dans le périodique *Der Sozialdemokrat*).

11. Voir Klement Gottwald, *Se Sovětským svazem na věčné časy* (Avec l'Union soviétique pour toujours), Praha, Svět sovětů, 1948, p. 112 (« La ligne fondamentale de notre politique étrangère — Quatrième chapitre du programme de gouvernement de Košice, 5 avril 1945 »).

12. Rudolf Slánský, *Současné problémy a úkoly Komunistické strany Československa* (Les problèmes et les tâches actuels du parti communiste tchécoslovaque), Praha, ÚV KSČ 1945 : p. 4.

13. Voir Rudolf Slánský, *Co je komunistická strana?* (Qu'est-ce que le parti communiste ?), Praha, ÚV KSČ, 1945, p. 8.

14. Voir le discours de Klement Gottwald, *O politice komunistické strany Československa v dnešní situaci* (Sur la politique du parti communiste tchécoslovaque dans les conditions actuelles), Praha, ÚV KSČ 1945, p. 12-13.

15. Voir par exemple Rudolf Slánský, *Současné problémy a úkoly Komunistické strany Československa* (Les problèmes et les tâches actuels du parti communiste tchécoslovaque), *op. cit.*, p. 5.

16. Voir Klement Gottwald, *Se Sovětským svazem na věčné časy* (Avec l'Union soviétique pour toujours), *op. cit.*, p. 141 (« URSS : le pilier de la défense contre l'expansionnisme allemand »).

17. Voir par exemple Klement Gottwald, *Se Sovětským svazem na věčné časy* (Avec l'Union soviétique pour toujours), *op. cit.*, p. 135-136 (discours à l'occasion du troisième anniversaire du pacte soviéto-tchécoslovaque, 12 décembre 1946) ou *idem*, p. 126 (discours du 7 novembre 1945.)

18. Voir Klement Gottwald, *Spisy XIII 1946-1947* (Œuvres Tome XIII), Praha : SNPL, 1957 : p. 64

(« Discours radiodiffusé en vue des élections à l'Assemblée nationale constituante, 22 mai 1946 »).

19. Lors de la Conférence de Paris sur les réparations, les biens mobiliers et immobiliers des Allemands des Sudètes furent en effet déclarés propriété de la Tchécoslovaquie. Voir Radomír Luža, *The Transfer of the Sudeten Germans*, New York : New-York University Press : p. 272.

20. *Idem*, p. 271.

21. Voir *Archives du comité central du KSČ, Fond 100/4, sv. 5, aj. 26*, p. 60.

22. Il convient de noter que, une fois les démocrates écartés et les Allemands expulsés, les communistes revinrent à leur ancienne politique vis-à-vis des minorités : entre 1948 et 1954, celles-ci retrouvèrent peu à peu leur citoyenneté, y compris leur droit de vote, et tous leurs droits traditionnels. Voir Radomír Luža, *The Transfer of the Sudeten Germans*, op. cit., p. 302-303 pour le cas allemand et Stephen Borsody (ed.), *The Hungarians : A Divided Nation*, New Haven : Yale Center for International and Area Studies, 1988, p. 371-372 pour le cas hongrois.

23. Voir Josef Belda, Miroslav Bouček, Zdeněk Deyl, Miroslav Klimeš, *Na rozhraní dvou epoch (Au croisement de deux époques)*, Praha : Svoboda, 1968, p. 21.

24. Voir Klement Gottwald, *O politice komunistické strany Československa v dnešní situaci (sur la politique du parti communiste tchécoslovaque dans les conditions actuelles)*, op. cit., p. 13.

25. *Idem*, p. 16.

26. Voir Rudolf Slánský, *Současné problémy a úkoly Komunistické strany Československa (Les problèmes et les tâches actuels du parti communiste tchécoslovaque)*, op. cit., p. 7.

27. Július Duriš, « Le programme de Hradec Králové (4.4.1947) », in *Studijní materiály k dějinám KSČ a ČSR v letech 1945-1948 II. díl (Documents sur l'histoire du KSČ et de la Tchécoslovaquie 1945-1948 Tome II)*, Praha, Vysoká stranická škola, 1963, p. 143.

28. Klement Gottwald. — *O politice komunistické strany Československa v dnešní situaci (sur la politique du parti communiste tchécoslovaque dans les conditions actuelles)*, op. cit., p. 16.

29. Klement Gottwald, « O naší Československé cestě k socialismu » (« Sur

Illustration non autorisée à la diffusion

Ouvrage de propagande des Éditions Sociales « Coll. BDIC »

Allemands servit à renforcer la main-mise du parti communiste sur la vie politique²². Une machine de propagande efficace, dans la ligne de la « révolution nationale et démocratique », fut ensuite rapidement mise en place.

La voie tchécoslovaque vers le socialisme, 1945-1948

Dès le 8 avril 1945, Klement Gottwald découragea à Košice les tenants d'une révolution bolchevique²³. Le succès électoral du KSČ en mai 1946 sembla justifier cette prise de position apparemment modérée, puisque le parti obtint 38 % des voix dans l'ensemble du pays, ce qui le plaçait loin devant les autres partis, et que Gottwald lui-même fut nommé président du Conseil.

A la suite de ce triomphe, les dirigeants communistes se lancèrent dans une grande campagne de séduction des classes moyennes. Dans toute une série de discours tenus entre 1945 et 1947, ils proclamèrent que le gouvernement du Front national représentait les ouvriers, les paysans, les artisans, « l'intelligentsia travailleuse », mais aussi une partie de la bourgeoisie tchèque et slovaque²⁴. Gottwald alla jusqu'à dire : « Il faut en prendre conscience encore et toujours : nous procédons selon une ligne nationale et démocratique et non pas socialiste »²⁵. Slánský fit également tout pour rassurer les « bourgeois », expliquant que la « révolution nationale et démocratique », contrairement à la révolution « socialiste », n'impliquait pas la socialisation des moyens de production ; les nationalisations menées à bien depuis la fin de la guerre ne visaient que les avoirs des « Allemands et des traîtres », c'est-à-dire la grande bourgeoisie accusée d'avoir collaboré²⁶.

Le ministre communiste de l'Agriculture, Július Duriš, s'efforça également de s'assurer le soutien de la paysannerie, une classe sociale toujours méfiante, en redistribuant les terres confisquées aux Allemands et aux Hongrois. Dans l'important « Programme de Hradec Králové » de 1947, il nia explicitement toute volonté de collectiviser l'agriculture : « Pour que nos paysans puissent vivre en toute tranquillité sur leurs terres, le ministère de l'Agriculture insiste pour que le droit à la propriété jusqu'à cinquante hectares soit garanti par la nouvelle constitution de notre République. Ceci mettra fin aux inquiétudes sur notre volonté de créer des kolkhozes et des sovkhozes »²⁷.

Dès 1945, Gottwald expliquait que la « révolution nationale et démocratique » de type tchécoslovaque se développerait en tenant compte des « conditions spécifiques » du pays²⁸. Cette conception, la fameuse « voie tchécoslovaque spécifique vers le socialisme », reçut son appellation théorique lors de la réunion du comité central des 25 et 26 septembre 1946. Gottwald précisa par la suite : « Un nouveau type de démocratie est né, que nous appelons la démocratie populaire [...] Il existe une autre voie vers le socialisme que celle qui passe par le modèle soviétique de contrôle de l'Etat »²⁹.

Tout un appareil de propagande fut alors mis en place pour promouvoir la « voie spécifique ». Les organisations de base du parti lancèrent une formation sur les thèmes « Qu'est-ce que le communisme ? », « Notre parti », « Comment un communiste doit-il se comporter ? », « Notre voie

Illustration non autorisée à la diffusion

Ouvrage de contre propagande (DR)

vers le socialisme», etc.³⁰. Le 15 septembre 1946, une école politique centrale fut créée pour former des cadres, tandis que des écoles à durée d'études plus courte virent le jour au niveau des régions et des districts³¹. A l'occasion du cinquantième anniversaire de Gottwald en 1946, le présidium du comité central lança un fonds culturel Klement-Gottwald qui devait promouvoir le « *socialisme scientifique* » et les études portant sur les « *traditions progressistes dans l'histoire tchécoslovaque* » au moyen d'un système de bourses. Une « *Académie socialiste* », destinée à devenir un centre théorique et idéologique, fut inaugurée le jour de la fête nationale, le 28 octobre 1946³². Le comité central décida enfin la création de bibliothèques Klement-Gottwald dans les organisations de base. A la fin de l'année 1947, 5 000 d'entre elles étaient déjà ouvertes³³.

Les communistes se présentaient aussi comme les héritiers des traditions nationales, par exemple dans ce discours de Slánský de 1945 : « *Nous aussi voulons que notre pays, un pays jadis hussite et taborige, qui fut au Moyen Age à l'avant-garde du progrès en Europe, prenne la succession de nos pères, qu'il soit de nouveau au premier rang de ceux qui se battent pour le progrès, pour une démocratie des plus conséquentes, pour une vie radieuse de l'humanité* »³⁴. Pêle-mêle, les « *éveilleurs de la nation* » du XIX^e siècle tels que Kollár, Šafařík, Jungmann, Havlíček, Palacký, Jirásek, Němcová ou Smetana furent présentés comme les précurseurs des communistes du temps présent³⁵. Il convient de souligner, à ce propos, le rôle majeur joué par le maître de la propagande communiste tchécoslovaque, Zdeněk Nejedlý, que l'on peut véritablement qualifier d'« *idéologue en chef* » et qui inspira, notamment par un grand discours du 29 mai 1945, toute la propagande du régime à venir³⁶.

Enfin, pour bien faire comprendre aux membres de base l'importance de la « *voie spécifique* », une revue théorique fut créée en 1947 à l'intention des intellectuels et des « *éducateurs* », *Nová mysl* (la Nouvelle pensée)³⁷. La presse communiste quotidienne était d'ailleurs en plein essor. Dans les Pays Tchèques, qui comptaient huit millions d'habitants, *Rudé Právo*, l'organe du comité central, tirait à 500 000 exemplaires, sans compter une multitude de quotidiens régionaux qui étaient imprimés à 50 000 ou 100 000 exemplaires³⁸.

L'application pratique : la campagne de recrutement dans le KSC

Les dirigeants déclarèrent vouloir respecter les règles du jeu démocratique et remporter légalement les élections prévues pour mai 1948. Comme le proclamait le slogan, il fallait « *gagner la majorité de la nation* »³⁹. Dans le cadre de cette « *conquête de 51 % de l'électorat* », la direction du KSC lança une grande campagne de recrutement⁴⁰. En effet, pour obtenir un tel score électoral (un exercice difficile dans un système proportionnel), les dirigeants du KSC portaient d'un calcul simple : les membres du parti et leurs proches voteraient pour le parti. Les résultats des

élections de 1946 indiquaient que le KSC avait reçu environ deux votes pour un membre⁴¹.

La croissance du KSC après la guerre, comme dans les autres pays du bloc soviétique, fut donc très rapide. Les portes du KSC étaient ouvertes à tous ; les restrictions ne concernaient que les « *trotskystes* », sans définition plus précise, les collaborateurs du Protectorat de Bohême-Moravie et les Allemands, tandis que les candidats soupçonnés de « *carriérisme* » devaient subir une période d'observation de six mois⁴². Mais aucune limite n'était imposée en termes de classes sociales.

En juin 1947, le comité central décida de recruter 1 250 000 membres avant la fin de l'année, un chiffre que Gottwald éleva à la fin de l'été 1947 à 1 500 000, à atteindre avant les élections de mai 1948⁴³ (selon les calculs des dirigeants, ce résultat aurait déjà permis au KSC d'obtenir près de 60 % des voix⁴⁴). Après le 25 février 1948 et la prise du pouvoir par les communistes, la campagne s'accéléra encore : le 29 février, Gottwald fixa pour objectif deux millions de membres avant les élections⁴⁵. Le nombre de nouvelles recrues enfla alors de façon vertigineuse : plus 147 004 en mars 1948, 188 398 en avril, 235 146 en mai, et encore 175 378 en juin. La production de cartes de membre atteignait 10 000 exemplaires par jour⁴⁶. Le principe d'élections libres fut abandonné le 5 avril 1948 et il fut décidé par le comité central que seule une liste unique serait autorisée à se présenter⁴⁷ ; néanmoins, cela ne modifia guère la politique générale de recrutement et il resta possible d'entrer presque librement au parti jusqu'au premier décembre 1948⁴⁸. A cette date, le KSC atteignit un sommet inégalé (en chiffres relatifs) dans l'histoire du communisme, voire dans l'histoire des partis politiques, avec 2 500 000 membres (chiffre officiel annoncé dans *Rudé právo*.) Cela représentait 22,72 % de la population totale (un adulte sur trois), et même 49,2 % de la population active tchèque⁴⁹. Le parti avait ainsi deux fois plus d'adhérents par rapport à la population qu'en Hongrie⁵⁰ et presque quatre fois plus qu'en Pologne⁵¹. Comment expliquer cette politique de recrutement à tout prix menée par le parti communiste et surtout le succès qu'elle a rencontré ?

Les ressorts cachés de la « voie spécifique »

En prônant la « *voie spécifique vers le socialisme* » et en ouvrant les portes de son parti, Gottwald semble n'avoir fait qu'appliquer les ordres de Staline. C'est en effet à ce dernier que revient la paternité du concept de « *voie spécifique* », dans la droite ligne de la dissolution du Komintern prononcée en 1943. Staline aurait utilisé cette formule pour la première fois à l'occasion de la visite de parlementaires anglais à Moscou, durant l'été 1946⁵², et ce n'est qu'à partir de ce moment que les communistes tchécoslovaques ont commencé à y faire référence⁵³. Les autres dirigeants de partis communistes, notamment Gomułka⁵⁴, Rákosi⁵⁵, Thorez⁵⁶ et Togliatti faisaient alors des références analogues, dans leur propre pays, à une voie nationale spécifique vers le socialisme.

notre voie tchécoslovaque vers le socialisme », in *Spisy XIII 1946-1947* (Œuvres Tome XIII), op. cit., p. 230-231.

30. Voir Jaroslav Klaviva, *Kultura a politika 1945-1948* (Culture et politique), Praha, Svoboda, 1968, p. 225.

31. *Idem*, p. 224.

32. *Idem*, p. 227.

33. *Idem*, p. 225-226.

34. Rudolf Slánský, *Současné problémy a úkoly Komunistické strany Československa* (Les problèmes et les tâches actuels du parti communiste tchécoslovaque), op. cit., p. 23. Voir également Rudolf Slánský, *Co je komunistická strana? (Qu'est-ce que le parti communiste?)*, op. cit., p. 2-3, où il s'exprime en des termes similaires.

35. *Idem*, p. 10.

36. Voir aussi ce chef d'œuvre classique de propagande : Zdeněk Nejedlý, *Komunisté : Dědici velkých tradic českého národa* (Les communistes Héritiers des grandes traditions de la nation tchèque), Praha, Československý spisovatel, 1950, 107 p.

37. Voir Jaroslav Klaviva, *Kultura a politika 1945-1948* (Culture et politique), op. cit., p. 228.

38. *Idem*, p. 228.

39. Klement Gottwald, *O politice komunistické strany Československa v dnešní situaci* (Sur la politique du parti communiste tchécoslovaque dans les conditions actuelles), op. cit., p. 16.

40. Voir Jiří Maňák, *Komunisté na pochodu k moci* (Les communistes en route vers le pouvoir), Praha, Stud. ÚSD, 1995, p. 23.

41. Voir *Archives du comité central du KSC, Fond 100/4, sv. 5, aj. 26, listů 1-106*, p. 40.

42. *Idem*, p. 19.

43. Voir Jiří Maňák, *Komunisté na pochodu k moci* (Les communistes en route vers le pouvoir), op. cit., p. 24.

44. Les dirigeants comptaient en effet sur trois millions de voix pour 1 500 000 membres du parti, soit 60 % des cinq millions d'électeurs.

45. *Idem*, p. 47.

46. *Archives du comité central du KSC, Fond 100/4, sv. 6, aj. 29, l.33* : p. 93.

47. Cité par Jiří Sláma, Karel Kaplan, *Parlamentní volby v Československu v letech 1935, 1946 a 1948* (Les élections parlementaires en Tchécoslovaquie en 1935, 1946 et 1948), Praha : FSÚ, 1991 : p. 67.

48. Voir Jiří Maňák, *Komunisté na pochodu k moci* (Les communistes en route vers le pouvoir), op. cit., p. 47.

49. *Idem*, p. 57.

50. Voir Branko Lazitch, *Les partis communistes d'Europe 1919-1955*, Paris, Les Îles d'or, 1956, p. 88.

51. *Idem*, p. 95.

52. Le communiste yougoslave Milovan Djilas rapporte dans ses mémoires que Staline s'est vanté devant Tito (et lui) d'avoir dit aux membres du parti travailliste britannique : « Aujourd'hui, le socialisme est possible même sous la monarchie anglaise. Une révolution n'est plus nécessaire. » Voir Milovan Djilas, *Gespräche mit Stalin (Conversations avec Staline)*, Frankfurt am Main : Fischer, 1962, p. 145.

53. Voir le premier discours de Gottwald sur ce thème, daté du 4 octobre 1946 : « Sur notre voie tchécoslovaque vers le socialisme. » : Klement Gottwald, « O naši Československé cesti k socialismu », *Spisy XIII 1946-1947 (Œuvres Tome XIII)*, Praha, SNPL, 1957, p. 230-231.

54. Voir Władysław Gomułka, « Przemówienie sekretarza generalnego KC PPR Tow. Wł. Gomułki » (*Adresse du secrétaire général du comité central du parti communiste polonais, le camarade Gomułka*), in Władysław Gomułka, Józef Cyrankiewicz, *Jedności silni, zwyciężymy (Plus forts unis, nous vaincrons)*, p. 25. Au chapitre « Nous suivons une voie polonaise, la voie de la démocratie populaire », Gomułka explique : « Nous avons choisi notre propre voie, une voie polonaise de développement, que nous avons appelée la voie de la Démocratie Populaire. Sur cette voie et dans nos conditions, la dictature de la classe ouvrière, et encore moins la dictature d'un parti, n'est ni une fin en soi, ni un moyen. »

55. Voir Mátyás Rákosi, *A magyar demokráciáért (Pour la démocratie hongroise)*, Budapest, Szinka, 1948, p. 376. Au chapitre « En avant pour une démocratie populaire ! », Rákosi explique : « Les partis communistes ont appris au cours du dernier quart de siècle qu'il n'y a pas une voie unique qui mène au socialisme, mais qu'il y a autant de voies que de pays qui les construisent à travers leurs expériences propres. »

56. Maurice Thorez, « Déclaration au journal anglais 'The Times' », in *Œuvres de Maurice Thorez Livre V Tome XXIII (Novembre 1946, Juin 1947)*, Paris, Édi-

Cette tactique avait l'avantage de ménager les Alliés puisque les communistes affirmaient vouloir coopérer avec les forces démocratiques plutôt que prendre le pouvoir par la force ; de plus, ils espéraient gagner la population à un régime ostensiblement modéré. Staline lui-même déclara au président Beneš lors d'un dîner qu'il donna en son honneur en février 1945 : « *Toute nation, grande ou petite, doit préserver son indépendance et régler sa vie intérieure conformément à son idéologie et à sa tradition, qu'elles soient bonnes ou mauvaises. [...] Je vous assure que nous ne nous immiscerons jamais dans les affaires intérieures de nos alliés. Tel est le nouveau slavisme léniniste que nous suivons, nous autres bolcheviks. On ne saurait parler d'hégémonie soviétique* »⁵⁷.

Dans ce contexte, on comprend le pacifisme des communistes tchécoslovaques. Anciens chantres de la révolution, ils se transformaient tout à coup en gestionnaires modérés soucieux du bien-être public de toutes les classes sociales, y compris de la bourgeoisie. Mais pourquoi les communistes ne remportèrent-ils pas un succès égal dans tous les pays ? La différence majeure tient aux prédispositions exceptionnelles de la Tchécoslovaquie, par rapport aux autres pays d'Europe centrale, à accepter un régime « progressiste » (ou qui se prétendait tel.) Plus précisément, la population n'était pas choquée *a priori* par l'arrivée de communistes au pouvoir, il n'existait pas de phobie anti-communiste (comme par exemple en Hongrie où la commune de Béla Kun de 1919 avait laissé un très mauvais souvenir.)

Le démocrate Eduard Táborsky, ancien secrétaire du président Beneš, note une conjonction de facteurs tout à fait remarquable : la Tchécoslovaquie était un pays industrialisé, peu rural (le moins rural de tous les satellites de Moscou), l'État possédait par tradition une partie des entreprises, il n'y avait aucune hostilité *a priori* de la population à l'intervention publique dans l'économie, même les entrepreneurs privés avaient pris l'habitude de se reposer sur l'État et ses subventions, le KSČ avait été légal entre les deux guerres, une idéologie socialisante était fortement implantée chez les ouvriers et les intellectuels et la religion n'était pas un symbole national⁵⁸. L'économie était industrialisée et moderne, le « prolétariat » éduqué et conscient, et la noblesse ne jouait plus aucun rôle politique depuis 1918.

De plus, les conditions géopolitiques du moment, liées à certains éléments historiques, différenciaient la Tchécoslovaquie de ses voisins, notamment hongrois et polonais. C'est en fait avant tout le rapport entretenu à la fin de la guerre avec le leader du « bloc », l'URSS, qui fut déterminant.

D'abord, la Tchécoslovaquie obtint le statut de « vainqueur » de la Seconde guerre mondiale. A ce titre, l'armée soviétique, qui avait libéré la plus grande partie du pays, se retira en accord avec l'armée américaine dès le 1^{er} décembre 1945. La population ne connut pas de déportations massives vers l'URSS. Le NKVD ne se permit pas non plus d'agir ouvertement. En Pologne et en Hongrie, au contraire, déportations massives, procès, viols et pillages constituèrent le menu sanglant de l'occupation soviétique⁵⁹.



Assis de gauche à droite : Beneš, Zápatocký, Gottwald et Nosek

Au niveau des relations avec la nation russe, les courants russophiles aussi bien que russophobes existaient dans l'espace public tchèque et slovaque depuis le XIX^e siècle et étaient relativement équilibrés⁶⁰. Mais grâce à la Libération, l'attitude neutre de la population vis-à-vis des Soviétiques prit une coloration positive. L'image d'une URSS protectrice put être propagée grâce à la germanophobie dominante. La russophilie des Tchécoslovaques en 1945 a souvent été exagérée ; le plus important, en fait, est qu'il n'existait pas une russophobie suffisante pour faire contrepoids à la hantise de l'Allemagne. C'était la grande différence avec la Pologne, où la seconde était tout à fait compensée par la première, tandis qu'en Hongrie, c'est la russophobie qui ne trouvait pas de contrepoids dans la germanophobie. Notons que pour les Tchécoslovaques (comme d'ailleurs pour les Français), le rapprochement avec le régime de l'URSS restait une « notion » plutôt théorique. Les contacts avaient été rares et lointains et les communistes-représentants des intérêts de l'URSS se virent accorder, d'une certaine façon, le bénéfice du doute. L'utilisation de l'URSS dans le programme politique était synonyme d'union nationale, non de socialisme.

Un troisième point important tient au fait que la Tchécoslovaquie fut le seul des trois pays à ne pas perdre de territoire important au profit de l'URSS ; la Ruthénie lui fut retirée mais elle n'était un territoire historique ni de la Bohême ni de la Slovaquie et l'intérêt que les Tchécoslovaques lui manifestaient, bien que réel, n'avait rien en commun avec l'attache émotionnelle des Hongrois et des Polonais aux territoires qui leur furent « enlevés » (ou « repris », selon les points de vue, voir en particulier le cas hongrois). Dans ces deux cas, il en alla d'une tragédie nationale.

La Tchécoslovaquie retrouva même ses frontières d'avant-guerre sur les autres fronts avec le retour des Sudètes, de la Slovaquie méridionale et de la région de Těšín. Tous ces territoires avaient été libérés de l'occupation allemande, polonaise et hongroise par l'Armée rouge (à part la Bohême occidentale, qui fut libérée par les Américains) et lui furent remis sans condition. Non seulement elle ne fut pas frustrée par l'URSS mais elle eut le sentiment que justice lui était rendue.

Enfin, le contentieux économique était bien moindre. La Tchécoslovaquie étant un pays vainqueur, elle n'eut pas à payer de réparations et en bénéficia même de la part de l'Allemagne et de la Hongrie. L'Armée rouge ne put effectuer de transferts massifs d'infrastructures au nom des réparations. L'essentiel de l'exploitation économique (à l'exception notable des mines d'uranium de Jáchymov, mais l'uranium ne constituait pas un produit de première nécessité) ne fut imposée que plus tard, après la formation du Comecon en janvier 1949⁶¹. Chez ses voisins, au contraire, la russophobie trouva un espace supplémentaire pour s'exprimer. Les Soviétiques appliquèrent en effet à ces derniers des dispositions économiques draconniennes dès la fin de la guerre, par exemple dans le domaine du charbon polonais⁶² et des réparations de guerre infligées à la Hongrie (d'après Miklós Molnár, celles-ci représentèrent 30 % du revenu national brut pendant plusieurs années⁶³).

Ainsi, le statut de vainqueur ou de vaincu de la guerre, la présence ou non d'une animosité populaire envers les Russes et d'un contentieux territorial avec l'URSS et la forme d'exploitation économique que celle-ci put imposer déterminèrent non seulement les rapports avec la « patrie du socialisme » mais avec le socialisme lui-même.

La « séduction » des classes moyennes par le KSČ

Entre février et décembre 1948, ce sont les classes moyennes qui entrèrent le plus au parti, alors qu'elles avaient eu tendance à le bouder avant février. Cette entrée massive eut pour résultat d'amener leur proportion au sein du parti au même niveau que leur place au sein de la société⁶⁴. Leur stratégie d'intégration au nouveau régime était donc manifeste. Le KSČ était destiné à diriger entièrement l'Etat après la prise du pouvoir en février 1948 ; les classes moyennes assurèrent leur avenir en se mettant du côté des vainqueurs.

Mais cette intégration était-elle vraiment volontaire ? D'une certaine façon, les « bourgeois » n'avaient guère le choix. S'ils n'étaient pas entrés au parti, leur avenir aurait été lourdement compromis après février 1948. A cet égard, la répression, qui débuta immédiatement contre les démocrates, ne pouvait les laisser dans le doute. L'entrée au parti, même au prix d'une perte de son identité, pouvait donc apparaître préférable à l'exclusion sociale, voire à la prison et bientôt aux camps de travaux forcés. De plus, des cas de coercition ont été rapportés. Certes, ils auraient surtout eu lieu dans le cadre des campagnes de recrutement collectif dans les usines et, d'après l'historien Jiří Maňák, ils ne furent pas très nombreux⁶⁵. Néanmoins, ils établirent peut-être un « exemple » impressionnant (quoique cette influence soit impossible à mesurer au stade actuel des connaissances).

On peut en tout cas affirmer avec certitude que la face cachée de cette main tendue du KSČ à la population tchécoslovaque après février 1948 était alarmante. Les communistes prétendaient vouloir séduire la population mais ils mettaient aussi en

œuvre tous les expédients pour forcer la main aux éventuels récalcitrants. Un certain climat de terreur existait déjà, ce que l'on put mesurer par exemple lors des premières élections sous contrôle total des communistes, en mai 1948. Les quelques 30 % de la population qui exprimèrent leur désaccord avec le système de candidature unique (10 % ne se rendirent pas aux élections pourtant obligatoires, 10 % votèrent blanc, et 5 % à 10 % votèrent nul) durent souvent en subir les conséquences. Slánský lui-même mentionna à des membres du parti un danger personnel à voter blanc, décrivant par exemple des vengeances locales et une « humeur de pogrom » à Kladno. « On ne peut que féliciter nos camarades d'avoir créé une telle psychose », conclut-il⁶⁶.

Les pressions du parti furent au moins aussi importantes en Pologne et en Hongrie mais elles ne réussirent pas à convaincre une population beaucoup plus réticente. La véritable question est donc de savoir pourquoi les Tchécoslovaques n'opposèrent pas de résistance plus vive à l'instauration de la dictature. Ainsi que l'avons partiellement décrit ci-dessus, une des réponses tient à l'infiltration communiste de la vie politique et intellectuelle, ainsi qu'au noyautage des institutions politiques et économiques⁶⁷.

Mais un second aspect est également important : les démocrates laissèrent s'instaurer cet état de fait bien avant février 1948, ce qui ne put exercer qu'une influence négative sur le moral de groupes sociaux qui auraient peut-être eu la volonté de manifester plus de résistance. A cet égard, il est intéressant de noter que le président Beneš lui-même sous-estima gravement le danger posé par les communistes. Pour supprimer, entre autres, un débat qui aurait pu devenir embarrassant sur l'expulsion des Allemands des Sudètes, il laissa adopter des principes équivoques avant les élections de 1946, sous la forme d'un accord entre tous les partis autorisés : aucun d'entre eux ne devait critiquer la politique du gouvernement, aucun d'entre eux ne devait remettre en cause l'orientation pro-soviétique du gouvernement et tous devaient faire savoir qu'ils entendaient poursuivre la politique du Front national après les élections⁶⁸.

Cet accord, fondé uniquement sur la bonne volonté et la bonne foi des parties en présence, conféra à l'Etat un caractère autoritaire pour le moins dangereux. D'après l'historien Vojtěch Mastný, qui se fonde sur un rapport de l'ambassadeur britannique à Moscou, le président Beneš aurait fait ces « concessions » aux communistes en toute confiance. Bien qu'il les ait détestés, il aurait été persuadé que la démocratie tchèque était capable de les « avaler et de les digérer » en absorbant leur programme et en les plaçant à des postes de responsabilité⁶⁹. Cette confiance excessive constitua une erreur qu'il convient certainement, là encore, d'imputer aux conséquences de la polarisation politique autour de l'axe national.

Quoi qu'il en soit, la stratégie communiste tchécoslovaque prouva son efficacité. Le succès de la campagne de recrutement montre la prégnance du contrôle communiste sur la société en Tchécoslovaquie et ce, bien avant février 1948. La peur

tions sociales, 1965, p. 14-15. Thorez déclare, au chapitre « On peut envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes » : « Les progrès de la démocratie à travers le monde, en dépit de rares exceptions qui confirment la règle, permettent d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes. De toute façon le chemin est nécessairement différent pour chaque pays. Nous avons toujours pensé et déclaré que le peuple de France, riche d'une glorieuse tradition, trouverait lui-même sa voie vers plus de démocratie, de progrès et de justice sociale. »

57. Voir Christian Duplan, Vincent Giret, *La vie en rouge 1. Les pionniers*, Paris, le Seuil, 1994, p. 61-62.

58. Voir Edward Taborsky, *Communism in Czechoslovakia 1948-1960*, Princeton : Princeton University Press, p. viii.

59. Voir l'article d'Andrzej Paczkowski, « Pologne, la 'nation-ennemie' » in Stéphane Courtois (ed.), *Le livre noir du communisme*, Paris : Robert Laffont, 1997 et Stephen D. Kertesz, *Diplomacy in a Whirlpool*, Notre-Dame, University of Notre-Dame Press, 1953.

60. Voir le chapitre « Images de la Russie » dans Jacques Rupnik, *L'autre Europe*, Paris, Odile Jacob, 1990, p. 49-54. Voir également Antoine Marès, « L'image de l'Union soviétique en Tchécoslovaquie entre 1918 et 1935 ou la puissance russe disparue dans les relations soviéto-tchécoslovaques », *Relations internationales*, (92), hiver 1997, p. 417-429.

61. Voir les chapitres « Le Comecon et le rideau de fer » et « Œuvre du Comecon : la dépression économique » in Paul Barton, *Prague à l'heure de Moscou*, Paris, Pierre Horay, 1954, p. 170-355.

62. Voir M. K. Dziewanowski, *Poland in the Twentieth Century*, New York, Columbia University Press, 1977, p. 171.

63. Voir Miklós Molnár, *De Béla Kun à János Kádár*, Paris, Presses de la FNSP, 1987, p. 150.

64. Il s'agissait surtout d'employés de l'Etat, avec 6,3 fois plus d'entrées entre février et juin 1948 qu'avant février, et 8,7 fois plus entre juin et décembre. Au total, leur nombre au sein du KSČ a été multiplié par plus de cinq. Les employés de l'administra-

tion publique (les comités nationaux) viennent en deuxième position avec une part multipliée par 2,8 et les employés du secteur privé en troisième avec une part multipliée par 2,5. Voir Jiří Maňák, *Komunisté na pochodu k moci* (Les communistes en route vers le pouvoir), op. cit., p. 54. Cette entrée massive a pratiquement amené la représentation des employés dans le KSČ à un niveau proportionnel à leur poids dans la société : au 28 février 1950, ils représentaient 13,7 % du total des membres du KSČ. Voir *Archives du comité central du KSČ, Fond 100/4, sv. 5, aj. 26, II. Část, listy 107-228* : p. 199.

65. Voir Jiří Maňák, *Komunisté na pochodu k moci* (Les communistes en route vers le pouvoir), op. cit., p. 54.

66. Voir Jiří Sláma, Karel Kaplan, *Parlamentní volby v Československu v letech 1935, 1946 a 1948* (Les élections parlementaires en Tchécoslovaquie en 1935, 1946 et 1948), op. cit., p. 72.

67. Jacques Rupnik a par exemple bien montré la tactique de noyautage des syndicats par le KSČ. Voir Jacques Rupnik, *Histoire du parti communiste tchécoslovaque*, Paris, Presses de la FNSP, 1981, p. 184-188.

68. Voir le quotidien *Lidová demokracie*, 26 mars 1946, p. 1.

69. Voir Vojtěch Mastrný, — *Russia's Road to the Cold War*, New York, Columbia University Press, 1979, p. 139.

70. Voir le témoignage passionnant de Rosemary Kavan, *Freedom at a Price An Englishwoman's Life in Czechoslovakia*, London, Verso, 1985, p. 68.

71. Karel Kaplan, *Dans les archives du Comité central*, Paris, Albin Michel, 1978, p. 57.

72. Jiří Pelikán, *S'ils me tuent...*, Paris, Grasset, 1975, p. 86.

73. Zdeněk Krystufek, *The Soviet Regime in Czechoslovakia*, New York, Columbia University Press, 1981, p. 47.

74. Miklós Molnár, *De Béla Kun à János Kádár*, op. cit., p. 195.

75. Karel Kaplan, *Pět kapitol o únoru* (Cinq chapitres sur février), Brno : Doplněk, 1997, p. 540.

76. Jacques Rupnik, *Histoire du parti communiste tchécoslovaque*, op. cit., p. 174.

77. La situation était moins « favorable » en Slovaquie mais la Slovaquie n'eut guère son mot à dire dans la République d'après-guerre.

(après février), l'opportunisme et la conviction (avant et après février) se seraient ainsi mêlées pour former un « volontarisme » communiste fort bien encadré. Si une proportion aussi élevée de la population adulte était inscrite au KSČ, sans compter le réseau d'informateurs de la police secrète, on doit constater que la direction de ce parti disposait d'un pouvoir colossal. De plus, le système auto-entretenait ce soutien : une fois entré au parti, un citoyen subissait une pression élevée pour en soutenir la politique. Il devait se rendre à toutes sortes de démonstrations de soutien, de manifestations, de brigades socialistes « volontaires », de réunions et de meetings militants ou même « offrir » des heures de travail supplémentaires à la bonne cause⁷⁰. Cette superposition de conviction communiste réelle et de conviction « forcée » par la pression sociale devait constituer la base de la stabilité du KSČ et de la société tchécoslovaque pour des décennies.

Dans ce cadre, l'utilisation de la « voie spécifique vers le socialisme » permit entre 1945 et 1948 de neutraliser les forces démocratiques pour le temps nécessaire. L'abandon soudain de cette notion laisse supposer qu'il ne s'agissait que d'une tactique. En 1948, la prise du pouvoir par les communistes en Tchécoslovaquie coïncida de près avec la dégradation des relations entre les Alliés, le début de la guerre froide et la rupture soviéto-yougoslave. Le programme de séduction par une voie « nationale » laissa la place au monolithisme stalinien et Gottwald se révéla un applicateur zélé des ordres de Staline.

Des communistes tchécoslovaques réformateurs ont bien tenté, à la suite du Printemps de Prague, de redorer le blason de Gottwald en affirmant qu'il avait été forcé par Staline à abandonner une voie qu'il avait défendue avec sincérité. Karel Kaplan parle par exemple d'un Gottwald « mortifié » par l'ordre venu de Moscou de refuser le plan Marshall en juillet 1947 ; il souligne que Gottwald n'avait pas la force morale nécessaire pour s'opposer à Staline et à sa politique de répression⁷¹. Jiří Pelikán livre une explication similaire, allant jusqu'à justifier l'alcoolisme avéré du dirigeant communiste : « Au début, Gottwald tenta donc de résister. Ainsi que l'avaient compris ses amis les plus proches, il n'était pas convaincu de la justesse de certaines prétentions soviétiques et le durcissement progressif du Parti le préoccupait ; il buvait beaucoup comme s'il essayait de noyer en lui-même ses hésitations »⁷².

Mais l'argument de la « sincérité » semble hors de propos. Ce Gottwald que l'on dépeint comme hésitant et rongé par les remords dirigea une dictature fort efficace à partir de 1948. Il n'hésita pas, par exemple, à faire exécuter en 1950 Milada Horáková, une grande dame de la première République, démocrate, et première femme à subir un tel sort dans l'histoire du pays. Un ancien conseiller juridique d'Alexander Dubček, Zdeněk Kryštof, rappelle d'ailleurs cette évidence : les discours de Gottwald entre 1945 et 1948 ne pouvaient avoir aucune valeur s'il n'était pas possible de prouver leur conformité avec les faits et les actes⁷³. Certes, comme le souligne Miklós Molnár, que de nombreux militants communistes euro-

péens aient cru aux discours communistes de l'après-guerre est possible et même vraisemblable, aussi bien parmi les dirigeants qu'à la base. Néanmoins, souligne-t-il, « cela ne permet pas de parler d'un courant démocratique au sein des partis communistes »⁷⁴. Le changement de politique intervenu en 1948 fut certainement dicté par Moscou, comme l'avait été la politique « conciliante » de 1945 à 1948.

Conclusion

Cette brève étude de la période d'après-guerre en Tchécoslovaquie montre donc la présence d'une stratégie et même d'une tactique définie à moyen terme et ce, dès 1945. Elle relativise l'importance du coup d'État de février 1948 puisque, comme nous avons essayé de le montrer, tout était mis en œuvre bien avant cette date pour assurer le contrôle communiste de la société et de la politique.

Sur ce plan, il nous semble nécessaire de remettre en question les thèses de Karel Kaplan. Dans l'un de ses ouvrages les plus récents, *Cinq chapitres sur Février*, celui-ci reste en effet dans la perspective de février 1948 comme un « tournant », en soutenant que les démocrates avaient les mains liées et qu'ils étaient destinés à subir une « déconfiture » : « Ni les conditions intérieures, ni les conditions internationales n'étaient remplies pour leur victoire »⁷⁵. Il évite ainsi de poser les questions embarrassantes pourtant indispensables : pourquoi les démocrates se sont-ils laissés faire sans résister ? Une résistance même vouée à l'échec n'aurait-elle pas été plus satisfaisante sur le plan moral qu'une reddition sans gloire ? Dans quelle mesure la résignation du président Beneš en février 1948 s'expliquait-elle par sa « compromission » depuis 1945 avec un régime équivoque ? Comme le souligne Jacques Rupnik, le fait que tous les partis politiques aient été, par définition, des partis gouvernementaux, tua l'idée même d'alternance démocratique. En cas de crise, il n'y avait aucune issue de secours : « La démocratie à sens unique ne pouvait qu'aboutir à une démocratie bloquée [...] »⁷⁶.

Il convient de souligner encore une fois que toute la politique du pays après 1945 se retrouva définie par la relation Allemagne/Union soviétique et se détermina entre ces deux pôles. Le tour de force des communistes tchécoslovaques fut d'imposer cet axe national comme lieu unique de définition du politique. Le plus étonnant est que, malgré cette redéfinition géostratégique de la Tchécoslovaquie en termes manichéens « ami/ennemi », ils soient parvenus à évacuer tout débat sur le système politique et socio-économique de l'URSS.

En fin de compte, le facteur décisif, qui fit toute la différence avec les autres pays où la « voie spécifique » fut proposée, tient au fait que l'URSS ne se heurta au nationalisme tchèque sur presque aucun plan, ce qui le rendit compatible avec le communisme⁷⁷. Il s'agissait là d'un facteur de stabilité remarquable, qu'il serait utile d'intégrer dans les analyses du régime tchécoslovaque, et ce jusqu'en 1989. ■

Muriel Blaive